

→ ÉCOLE PRIMAIRE

Les maires souhaitent un maintien des effectifs d'enseignants



À travers les suppressions de postes, ce sont des classes qui pourraient être menacées

missions premières de service public.

S'agissant de l'Éducation nationale, j'ai souhaité alerter le gouvernement sur les difficultés qui me remontent du terrain. Dans la perspective des suppressions de postes envisagées, les élus s'inquiètent pour leur territoire. En effet, des économies étaient nécessaires mais nous

La révision générale des politiques publiques a conduit à supprimer de nombreux postes dans la fonction publique depuis plusieurs années, notamment dans l'Éducation nationale. Cette rigueur était indispensable et je l'ai soutenue fermement. L'exercice était compliqué : à la fois baisser les effectifs tout en conservant la qualité de l'investissement en matière d'instruction et d'encadrement. L'État doit continuer à faire des économies sur certains secteurs pour se consacrer encore mieux aux

pensons qu'aujourd'hui nous avons atteint, dans les écoles primaires, un seuil d'effectifs en dessous duquel il ne faut pas descendre.

À travers les suppressions de postes, ce sont des classes, voire des écoles qui pourraient être menacées. En zone rurale, l'école est l'élément central de la vitalité du bourg, de l'attractivité territoriale et de la cohésion des habitants. Les élus ruraux se battent quotidiennement pour maintenir un commerce ou un service public dans leur bourg. C'est la raison pour laquelle le maintien des écoles leur est vital.

Dans les territoires urbains et périurbains, et notamment dans les « environnements sociaux défavorisés », l'école joue également un rôle essentiel d'encadrement et de socialisation, tout particulièrement pour les enfants âgés de deux à trois ans.

Lors de sa réunion de mai dernier, le bureau de l'AMF a été unanime, urbains et ruraux, toutes tendances politiques confondues, en faveur de l'arrêt des suppressions de postes dans l'enseignement primaire. J'ai donc écrit au ministre de l'Éducation nationale pour lui faire part de notre préoccupation et de notre souhait que, au moment où s'élaborera le projet de loi de finances pour 2012, le nombre d'enseignants en école primaire puisse être maintenu.